



Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONSULTATION N° HMN25A07SRV DU 07/04/2025

MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE

Acheteur : Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Représenté par : Madame la Directrice du GHU AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor

Lieux d'exécution

Hôpital Henri Mondor

1 Rue Gustave Eiffel
94010 CRETEIL

Hôpital Albert Chenevier

40 Rue de Mesly
94000 CRETEIL

Hôpital Emile Roux

1 Avenue de Verdun
94450 LIMEIL BREVANNES

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	3
<i>Objet</i>	3
<i>Type et montant</i>	3
<i>Durée</i>	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ	3
2.1 <i>Allotissement</i>	3
2.2 <i>Tranches optionnelles</i>	3
2.3 <i>Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)</i>	3
2.4 <i>Variante(s)</i>	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS.....	4
3.1 PIÈCES CONTRACTUELLES	4
3.2 CERTIFICATS	4
ARTICLE 4 : COTRAITANCE	4
ARTICLE 5 : ÉTABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS	4
5.1 COMPOSITION DES PRIX	5
5.2 VARIATION DES PRIX	5
5.3 RÉGIME DES TAXES	6
ARTICLE 6 : COMMANDE - RÉCEPTION.....	6
6.1 <i>Commande</i>	6
6.2 <i>Réception des prestations</i>	7
ARTICLE 7 : CONTRÔLE - SUIVI DU MARCHÉ.....	7
7.1 <i>Contrôle</i>	7
7.2 <i>Suivi du marché</i>	7
7.3 <i>Modifications du marché public</i>	8
7.4 <i>Garantie</i>	8
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	8
8.1 <i>Secret professionnel</i>	8
8.2 <i>Respect des principes de la République</i>	8
8.3 <i>Accès aux établissements – Identification</i>	9
8.4 <i>Tenue du personnel</i>	9
8.5 <i>Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail</i>	11
8.6 <i>Grèves</i>	10
8.6 <i>Réunion de mise en place du marché</i>	10
ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT.....	10
9.1 <i>Facturation</i>	10
9.2 <i>Paiement</i>	11
9.4 <i>Avance facultative</i>	11
ARTICLE 10 : ASSURANCES.....	12
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT ET CÉSSION DE CRÉANCES	12
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE	12
ARTICLE 13 : PENALITÉS - RESILIATION	12
13.1. PENALITÉS DE RETARD ET D'INDISPONIBILITÉ	13
13.2. PENALITÉS POUR NON-RESPECT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	13
13.3. RESILIATION, LITIGES	13
ARTICLE 14 : DÉROGATIONS	14

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	2/17

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Objet

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) précise les conditions d'exécution du marché lancé en vue de la prestation d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux.

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor font partie de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris est un établissement public de santé.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2123-1, R2123-5, R2131-12, R2131-18 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée.

Le marché prendra par ailleurs, la forme d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 dudit Code).

En application de l'article R2162-4 du code la commande publique, le marché est conclu avec montant minimum et un montant maximum de dépenses couvertes par bons de commande sur la durée totale du marché (4 ans).

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor s'engagent pour un montant minimum représenté par 50 % du montant de l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum représenté par 150 % du montant de chaque lot valorisé au niveau de son offre sur la durée totale du marché.

Si le montant maximum du marché est atteint, le marché sera résilié de plein droit et sans indemnité.

Durée

Le marché prendra effet à compter de sa notification au titulaire pour une durée de **48 mois**, éventuellement résiliable à l'initiative de l'APHP, 6 mois avant l'échéance et ce, sans indemnité.

ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ

2.1 Allotissement

L'acheteur décide de ne pas allotir au regard de l'objet de la prestation.

2.2 Tranches optionnelles

Le marché est lancé sans tranche.

2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	3/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

2.4 Variante(s)

Les variantes sont interdites.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS

3.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- L'annexe n°1 jointe au CCP (Cadres de réponses techniques) ;
- L'annexe n°2 jointe au CCP (Cadres de réponses au développement durable) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour l'Acheteur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.
- Tout document déposé avec l'offre.

3.2 Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

ARTICLE 4 : COTRAITANCE

La situation des cotraitants est régie par le CCAG-FCS (notamment en ses articles 3.5, 3.7.4, 3.8.4 et 12) et par les articles R2142-3, R2142-19 à R2142-27, R2191-39, R2191-53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix unitaires hors TVA et annexés à l'acte d'engagement, ils seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	4/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

5.1 Composition des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de la prestation.

5.2 Variation des prix

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont fermes la première année.

Les prix sont révisibles annuellement.

La demande de révision de prix se fera à la demande du titulaire sur présentation par celui-ci (au plus tard trois mois avant la date anniversaire du marché) d'une nouvelle annexe financière faisant apparaître ses prix révisés.

Il appartient au titulaire de présenter l'ensemble des éléments de preuve justifiant sa demande de révision des prix.

Les prix seront ajustés à la hausse ou à la baisse en fonction des variations économiques.

Cette révision sera établie à la date d'anniversaire du marché notifié.

La révision est régie par les dispositions suivantes.

L'indice utilisé :

Indice INSEE consultables sur le site : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/>

I = indice : Rubriques Statistiques et études /Indices et Séries chronologiques/

Indice annuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Services : Transports

Identifiant 001765620

a) Formules utilisées

1ère révision : $P1 = Po (0,15 + 0,85 [I1/Io])$

Avec :

P1 : prix de règlement après la première révision

Po : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement

I1 : dernier indice connu définitif publié un mois avant la date d'effet de la 1^{ère} révision

Io : indice du mois de début du marché

2ème révision : $P2 = P1 (0,15 + 0,85 [I2/I1])$

Avec :

P2 : prix de règlement après la deuxième révision

P1 : prix de règlement suite à la 1^{ère} révision

I2 : dernier indice connu définitif publié un mois avant la date de la 2^{ème} révision

I1 : indice du mois pris en compte lors de la précédente révision

3ème révision : $P3 = P2 (0,15 + 0,85 [I3/I2])$

Avec :

P3 : prix de règlement après la troisième révision

P2 : prix de règlement suite à la 2^{ème} révision

I3 : dernier indice connu définitif publié un mois avant la date de la 3^{ème} révision

I2 : indice du mois pris en compte lors de la précédente révision

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 15 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	5/17

En cas de modification circonstancielle, législative ou réglementaire ayant un impact direct sur le prix de la prestation, le titulaire s'engage à notifier par écrit à l'APHP le détail de toutes les conséquences de ces dites modifications qui permettent de justifier une éventuelle hausse de prix. Les parties s'engagent à se rencontrer dans les 15 jours calendaires suivant la notification pour renégocier si nécessaire les prix. En l'absence d'accord une résiliation pourra être faite par le titulaire et prendra effet au terme des 2 mois suivant l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Modification de l'annexe financière

Après acceptation par le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, les nouvelles conditions de prix validées donneront lieu à l'établissement d'une nouvelle annexe financière qui, une fois visée par le titulaire et le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, se substituera à la précédente, sans qu'il soit nécessaire de conclure un acte modificatif.

Clause de sauvegarde

Dans l'impossibilité d'un accord entre le prestataire et le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 5 %, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

5.3 Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

ARTICLE 6 : COMMANDE - RECEPTION

6.1 Commande

L'exécution des prestations du présent marché est subordonnée à l'émission par la Direction des Achats, Services Economiques et Logistiques d'un bon de commande préalable, mentionnant les prestations souhaitées.

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins. Elles seront transmises au titulaire par voie électronique.

Tout bon de commande (quantité, qualité) peut être modifié ou annulé par l'établissement sous réserve d'un préavis de 24 heures.

Chaque bon de commande sera numéroté et précisera :

- Numéro (référence à 10 chiffres commençant par 45) et date du bon de commande (à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture)
- Objet détaillé de la commande
- Nom et adresse du titulaire
- Adresse d'intervention
- Adresse de facturation
- Date et heure d'intervention
- Désignation des prestations
- La référence du marché
- Délai d'exécution
- Le prix unitaire hors taxes, en référence au prix contractuel

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	6/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

- Montant total de la commande H.T
- Le montant total de la commande toutes taxes comprises.
- Le taux et le montant de la T.V.A

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché.

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par la Direction des Achats, des Services Économiques et de la Logistique des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pour pallier ses défaillances éventuelles.

Si le titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

6.2 Réception des prestations

La réception et le contrôle des prestations sont assurés par le service réceptionnaire, conformément au Chapitre V du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

L'admission de la prestation se déroule dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS. Néanmoins, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission se matérialise par le contreseing d'un bon de livraison et prend effet quinze jours après son édition à condition que le représentant de l'Acheteur n'ait pas émis de réserve durant ce laps de temps.

Toute non-conformité liée au Cahier des Clauses Particulières (CCP) et observée à la réception par l'hôpital pourra entraîner un refus de prestation.

ARTICLE 7 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

7.1 Contrôle

Le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

7.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité signée par la Direction des Achats, Services Economiques et Logistiques ou son représentant. Elle sera communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à la Direction des Achats, Services Economiques et Logistiques.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration, une mise en demeure sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Après une seconde lettre de mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, conformément au chapitre 7 du CCAG – FCS et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	7/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

7.3 Modifications du marché public

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant de l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent CCP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction d'établissements non bénéficiaires initialement

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative de l'Acheteur ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir à l'Acheteur par LRAR.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

8.1 Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) ou documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels et préposés et éventuels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant de l'Acheteur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

8.2 Respect des principes de la République

Le présent contrat prévoit que le titulaire participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	8/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnels auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées

Il s'assure que les contrats conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent

Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor - Site Henri Mondor – Direction des Achats, Services Economiques et Logistiques – 1 Rue Gustave Eiffel– 94010 CRETEIL.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 € par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques

8.3 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux sites du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor objet du présent marché, sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

8.4 Tenue du personnel

Le prestataire s'engage au respect de la laïcité et tenue vestimentaire au sein des hôpitaux, l'obligation de neutralité s'impose à tous au sein de l'hôpital public.

Le personnel du prestataire sera tenu au respect de la liberté de conscience de chacun. Sont interdits toutes formes d'interventions et de port de signe ostentatoires concernant les opinions politiques ou religieuses. Les consignes de laïcité devront être respectées sur chacun des sites.

8.5 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément aux articles R2143-5 à R2143-10 du Décret 2018-1075 du code de la commande publique, le titulaire est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre quelle que soit la date de début de marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du Travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	9/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement se créer un compte, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à la notification.

8.6 Grèves

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

8.6 Réunion de mise en place du marché

Le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor organisera une réunion de mise en place du marché à laquelle le titulaire est tenu de participer.

ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT

9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Les factures sont à adresser directement à l'adresse de facturation figurant sur le bon de commande en un seul exemplaire.

Dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures, une solution de dématérialisation des factures est mise à disposition des fournisseurs de l'AP-HP (y compris ceux qui n'ont pas l'obligation de dématérialiser leurs factures depuis le 1er janvier 2017).

Conformément aux articles L2192-1 et R2192-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées du compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN ;
- Le code APE ;
- Le montant hors taxes par fourniture commandées et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des prestations T.T.C. ;
- La formule de révision des prix si les prix ont été révisés ;
- Le numéro du marché ;

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	10/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

- Le n° du bon de commande ;
- Une copie du bon de prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

9.2 Paiement

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.
Les règlements auront lieu, à terme échu, après constat du service fait.

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.
Le paiement s'effectue dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

9.3 Intérêts moratoires

En application des dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, à compter du jour d'expiration du délai de 50 jours au bénéfice d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicables est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement majoré de 8 points.

Conformément aux articles R2192-35 et R2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.4 Avance facultative

Conformément au Code la Commande Publique, le titulaire peut demander le versement d'une avance dont l'étendue est définie aux articles R2191-7, R2191-9, R2193-10, R2193-17 à R2193-21 dudit code.

Si le titulaire a demandé à la page 2 de l'acte d'engagement le bénéfice de l'avance, celle-ci sera versée en application de l'article R2191-3 du Décret 2018-1075 du code de la commande publique.

Le titulaire sollicitera le versement de l'avance par courrier adressé à la directrice Des Achats, des Services Économiques et de la Logistique des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et précisant son montant ainsi que les références du compte à créditer.

Le taux de l'avance est fixé à 5%, le titulaire pourra demander une avance pour tout bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution dépasse deux mois.

Cependant si le titulaire du marché admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13, le taux de l'avance est porté à 10%.

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	11/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

Le remboursement de l'avance faite au titre des bons de commande sus-cités sera réalisé lors du premier règlement.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature causés au personnel et aux biens du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor du fait :

- De son personnel salarié en activité de travail,
- De ses matériels,
- De ses fournitures.

Le titulaire doit justifier, chaque année, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Il est précisé, en outre, que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par le titulaire, à la Direction des Achats, Services Economiques et Logistiques du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, d'un exemplaire ou d'une copie de la police d'assurance. En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire sera réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire du marché est tenu d'informer les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor de toute modification afférente à son assurance notamment la résiliation ou le changement de compagnie, ceci dans les huit jours qui suivent sa décision.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent contrat pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code la commande publique.

En application de l'article R. 2191-46 du code la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie et de la constitution d'un cautionnement.

ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Toutes les pénalités objet du présent article sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les conditions d'application des pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire du marché.

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	12/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

13.1. Pénalités de retard et d'indisponibilité

Non transmission des attestations fiscales et sociales

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des Clauses Particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 50 € par jour de retard.

Pénalités de retard et d'indisponibilité

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas la prestation dans les délais fixés au bon de commande, ou ne l'a pas fait en qualité recevable, il est passible envers le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, d'une pénalité montant de 50 € par non-conformité.

Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande ni la somme de 45 000 euros.

Il est précisé que si le retard dans la prestation était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

13.2. Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque l'Acheteur constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le Titulaire de régulariser la situation.

A défaut de régularisation, l'Acheteur peut soit appliquer des pénalités soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

Ces pénalités s'élèvent :

- à 45 € par jour de retard à compter de l'expiration du délai de la mise en demeure, fixé par décret en Conseil d'Etat, et confirmé par l'avis de réception ;
- au maximum à 10% du montant total du marché ;
- au maximum à 45 000 euros (amende prévue à l'article L8224-1), à 75 000 euros (amende prévue à l'article L8224-2), à 1 000 000 euros (amende prévue à l'article L8224-5).

Elles s'appliquent sur le montant hors taxes de la facture mentionnée à l'article 9.1

13.3. Résiliation, litiges

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 40.1 et 40.2 du CCAG-FCS.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, l'Acheteur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations. Pour chaque mise en demeure, le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'acheteur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Tout différend du titulaire avec l'Acheteur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	13/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 46 du CCAG-FCS et des articles R 2197-1, R 2197-16, R 2197-23 à 24 du Code de la Commande Publique.

CAS DU TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes du C.C.A.G., l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine.

EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 14 : DEROGATIONS

Le présent CCP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS :

Article du CCP dérogé	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est
Article 3	Article 4.1	Ordre des pièces
Article 6.2	Article 30.1	Admission
Article 13	Article 14	Pénalités pour retard

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement au marché.

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	14/17

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	15/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

1. Description générale

Le présent marché a pour objet « Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux ».

2. Description du besoin

Les sites des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor concernés par cette consultation sont :

- Hôpital Henri Mondor, 1 rue Gustave Eiffel 94010 Créteil
- Hôpital Albert Chenevier, 40 rue de Mesly 94000 Créteil
- Hôpital Emile Roux, 1 Avenue de Verdun 94450 Limeil-Brévannes

Les trois centres de loisirs (Henri Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux) et les quatre crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor organisent au cours de l'année des sorties en lien avec le projet pédagogique annuel.

Ces sorties sont effectuées en demi-journée ou journée entière en autocar, **les mercredis et pendant les congés scolaires.**

Elles devront répondre aux différents points des réglementations actuelles et de leurs évolutions dans le temps.

Les Directeurs des centres de loisirs et les responsables de crèches doivent, comme responsables de chaque déplacement, exiger du transporteur qu'il assure ses responsabilités conformément aux réglementations en vigueur qu'il s'engage à respecter :

- Veiller à l'application stricte de la législation en matière d'équipement et de sécurité, de conditions de travail, d'accompagnement des groupes,
- Être en mesure de présenter les documents obligatoires,
- Avoir transmis les directives au(x) chauffeur(s)

Chaque autocar mis à disposition par le transporteur doit être :

- En bon état de marche et répondre en tout point aux obligations techniques réglementaires,
- Adapté à la distance à parcourir ; à exigence du Directeur de centre de loisirs responsable de chaque déplacement : être équipés de climatisation afin d'éviter tout risque de déshydratation des enfants.

Le conducteur doit :

- S'assurer de la présence des pictogrammes réglementaires du signal de transport d'enfants,
- Utiliser impérativement le signal de détresse à l'arrêt de l'autocar lors de la montée ou de la descente des enfants,

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	16/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	

Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux

Procédure : MAPA

- Employer les mesures de protection de façon adaptée en cas d'arrêt prolongé de l'autocar.

Si au cours de l'exécution du service un évènement ou incident survient et rend impossible le bon déroulement de tout ou partie de ce service dans les conditions initialement prévues, le transporteur doit prendre dans les meilleurs délais les mesures nécessaires.

L'estimation annuelle des besoins est donnée à titre indicatif et n'a pas de valeur contractuelle. Elle pourra évoluer en fonction de l'activité.

ARTICLES	QUANTITES ESTIMEES
Forfait Journée	36
Forfait demi-Journée	16
Total	52

Type d'autocar selon la capacité et le nombre d'enfants

Nombres d'enfants transportés	Type d'autocars recommandés
21 → 50 enfants	Autocar standard
51 → 70 enfants	Grand autocar

GHU.HMN	Consultation n° HMN25A07SRV du 07/04/2025	17/17
CCP	Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux	